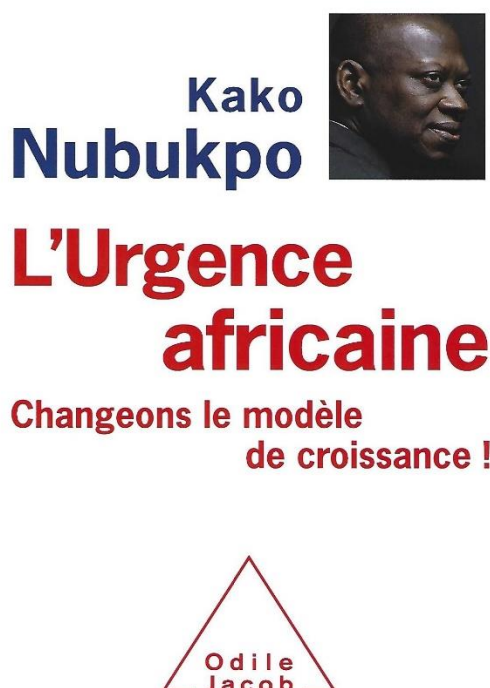

L'URGENCE AFRICAINE CHANGEONS DE MODÈLE DE CROISSANCE¹

par Kako **NUBUKPO**



Jean-Marc **BOUSSARD**². – Quoi que non spécifiquement « agronomique », étant donné la place de l'agriculture dans les pays africains, ce livre ne peut laisser des agronomes indifférents. Cela est d'autant plus vrai qu'il rappelle sur bien des points le fameux livre de René Dumont (pourtant, lui, agronome !) *l'Afrique noire est mal partie*.

De fait, le propos est centré sur l'idée que les dirigeants africains, depuis des décennies, sont en fait inféodés aux slogans « néolibéraux » des banques internationales. Cela les prive de toute autonomie de décisions, mais surtout, cela les engage dans des voies sans issues, et conduit à des politiques qui sont le contraire de ce qu'il faudrait faire si l'on voulait sérieusement développer ces pays et améliorer la situation des « pauvres » qui en constituent l'essentiel de la population. Et cette assertion, qui pourrait être celle d'un illuminé irresponsable, est étayée par des preuves sérieuses.

En effet, l'auteur n'est pas n'importe qui : ancien ministre de la prospective au Togo, ayant effectué une grande partie de sa carrière dans des banques africaines de développement, formé au CIRAD et à l'école normale de Cachan, il parle de choses qu'il connaît de l'intérieur.

C'est d'abord l'« ajustement structurel », un ensemble de politiques imposées aux Africains par les organismes internationaux en application du « consensus de Washington ». Cela implique

¹ Éditions Odile Jacob, 2019.

² Membre de l'Académie d'agriculture de France.

libéralisme économique, suppression des déficits budgétaires, et une foule d'autres contraintes imposées aux gouvernements qui n'ont alors plus grand chose à décider. Aussi bien, les dirigeants africains, remarque l'auteur, ont-ils un art extraordinaire pour développer un discours susceptible de plaire à leurs interlocuteurs, passant du néo-libéralisme lorsqu'ils s'adressent aux bailleurs de fonds internationaux, au néo-mercantilisme asiatique à l'usage des Chinois. Hélas, les deux choses sont complètement incompatibles et se détruisent mutuellement, cependant que les outils statistiques qui permettraient de remettre les pendules à l'heure font cruellement défaut.

Mais il y a d'autres problèmes de gouvernance que l'ajustement structurel (dont, heureusement, la mode semble en régression). Pour les pays d'Afrique francophone, la « France Afrique » dont la fin avait été promise par François Mitterrand, est loin d'avoir disparue. Elle est renforcée par le rattachement de la monnaie à l'Euro à travers le franc CFA¹. On se gargarise, dans les réunions internationales de mirobolants projets d'unions douanières parfaitement artificielles et sans rapport avec le terrain. En même temps, les Chinois qui s'intéressent aux matières premières font certes œuvre utiles en construisant des routes et des chemins de fer. Mais il est permis de se demander à qui profiteront principalement ces voies de communication.

Et tout ceci débouche sur une situation dans laquelle les revenus des matières premières et de quelques cultures d'exportation (comme le café ou le cacao) suffisent à assurer la prospérité d'une nouvelle bourgeoisie autochtone qui dépend pour son confort des importations qu'elle achète aux pays développés. Cela fait des taux de croissance fabuleux (les 10% ne sont pas rares), et des marchés pour les pays riches. Mais il n'y a aucun réel développement de la paysannerie locale qui devient ainsi « inutile » et stagne en auto-suffisance dans une misère noire.

Il est difficile ici de ne pas penser ici aux analyses de François Perroux sur l'Algérie avant l'indépendance, ou aux développements des économistes mathématiciens de la croissance comme John Von Neumann, qui montrent la possibilité d'une croissance à plusieurs vitesses si par malchance il se trouve que certaines catégories de population n'ont pas besoin des autres. En l'espèce, les africains riches n'ont aucun besoin des pauvres et développent une sous-économie brillante autonome qui laisse de côté ces derniers. L'auteur illustre ce propos en citant l'auteur Hongrois Karl Polyani, qui s'est intéressé à l'histoire de l'Afrique avant la colonisation, et raconte comment un souverain Dahoméen du 18^{ème} siècle avait pu se constituer une cour prospère mais complètement isolée du reste de la population en vendant aux occidentaux des esclaves qu'il allait chercher en grand secret sur ses frontières.

Tout ceci pourra laisser indifférent les agronomes, qui ont peut-être d'autres soucis, et ne sont pas forcément rompus aux subtilités de l'analyse économique. Il n'en demeure pas moins qu'il sera toujours impossible de résoudre les immenses problèmes de l'agriculture africaine sans s'intéresser à ces aspects des choses. La balance entre les « cultures d'exportation » et « cultures vivrières » ne sera jamais en équilibre tant que les questions précédentes ne seront pas résolues. Il en est de même de la productivité de l'agriculture africaine et de son insertion dans le monde de la productivité.

¹ Sa critique du franc CFA est sans doute le seul point sur lequel je nuancerais les conclusions de l'auteur. Évidemment, le FCFA est une contrainte pour tout ministre des finances (comme l'euro l'est pour chacun de ceux de la zone euro). Mais c'est tout de même un avantage d'avoir une monnaie stable et échangeable dans de bonnes conditions. De ce point de vue, je regrette l'absence d'études économétrique des conséquences de la dévaluation du FCFA en 1994 : en tout cas, lorsqu'on regarde les courbes historiques de production, il est complètement impossible à leur seul examen d'imaginer que quelque chose d'important se soit passé en 1994...